

## Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 31 décembre 2015

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'activité économique mondiale est restée languissante en 2015 avec une croissance estimée à 3,1 %. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent plus de 70 % de l'économie mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.

Le rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base, le ralentissement généralisé dans les pays émergents et la sortie progressive de conditions monétaires accommodantes aux États-Unis continueront de peser sur les perspectives de croissance 2016-2017. Ainsi la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016 et 3,6 % en 2017, soit une révision globale à la baisse de 0,2 % par rapport aux précédentes prévisions.

Toujours selon le FMI, dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée, qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et les conditions financières favorables, permet de compenser un fléchissement des exportations nettes. Pour la zone euro, les prévisions de croissance devraient s'établir à +1,7 % pour les deux années à venir.

La prévision de croissance de la France a été revue à la baisse et devrait s'établir à 1,3 % (contre 1,5 % prévu précédemment).

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 10 mars 2016, a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base à 0,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base à 0,25 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,40 %. Par ailleurs, le Conseil a arrêté une série de mesures complétant le programme d'achat de titres (APP) et a annoncé des modifications des critères de l'APP dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix : « Cet ensemble exhaustif mettra à profit les synergies existant entre les différents instruments et a fait l'objet d'un calibrage permettant d'assouplir encore davantage les conditions de financement, de stimuler la fourniture de nouveaux crédits et de renforcer par là la dynamique de la reprise économique dans la zone euro et d'accélérer le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». « [...], le Conseil des gouverneurs, prenant en compte les perspectives actuelles de stabilité des prix, prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée [...] ».

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Dans un contexte de raffermissement de l'économie polynésienne, et alors que l'indicateur du climat des affaires demeure établi nettement au-dessus de sa moyenne de longue période depuis deux ans, l'activité bancaire reste contrastée au second semestre 2015. Elle est caractérisée par un recul de l'encours des crédits et une meilleure collecte des dépôts. La qualité du portefeuille des banques s'améliore légèrement, mais la sinistralité demeure à un niveau élevé. La masse monétaire affiche une nouvelle progression, la position extérieure nette des banques locales demeurant excédentaire depuis un an et demi.

#### Recul de l'encours des crédits

L'encours sain des crédits octroyés par les banques locales se contracte de 1,0 % en glissement annuel (après +1,6 % en juin 2015). Cette évolution s'explique par la baisse notable des crédits aux entreprises (-4,5 %), non compensée par la hausse des crédits aux ménages (+0,4 %) et des collectivités locales (+2,3 %).

#### Repli des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises enregistre un retrait de 4,5 % en glissement annuel (après +2,3 % en juin 2015), provoqué par la baisse des crédits d'exploitation.

Le financement de l'investissement poursuit sa hausse, mais à un rythme moindre (+2,6 % en glissement annuel, après +7,7 % en juin 2015), grâce à la bonne tenue de la production de crédit (mise en place de prêts significatifs en faveur des secteurs des transports et du commerce, ainsi que de plusieurs crédits d'équipement de moindre envergure).

Évolution des crédits aux entreprises



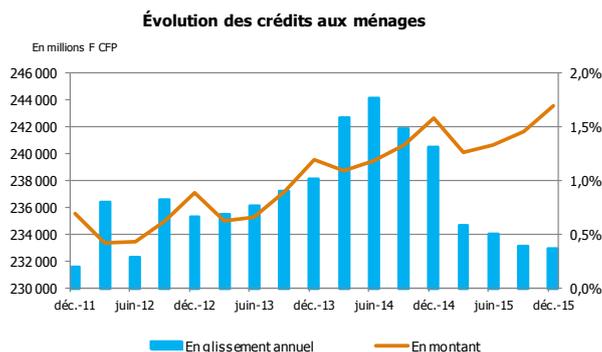
Les crédits d'exploitation affichent en revanche toujours une tendance baissière, qui s'accélère en fin d'année (-9,7 % en glissement annuel, après -0,4 % en juin 2015).

### Croissance mesurée des crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages s'inscrit en hausse de 0,4 % en glissement annuel (+0,5 % en juin 2015).

Principale composante de l'endettement des ménages, les crédits immobiliers poursuivent leur évolution à la hausse (+2,8 % sur l'année, après +3,0 % en juin 2015).

En revanche, l'encours des crédits à la consommation décline de nouveau (-7,1 % en glissement annuel, après -8,2 % en juin 2015), prolongeant une tendance négative constatée depuis sept ans.



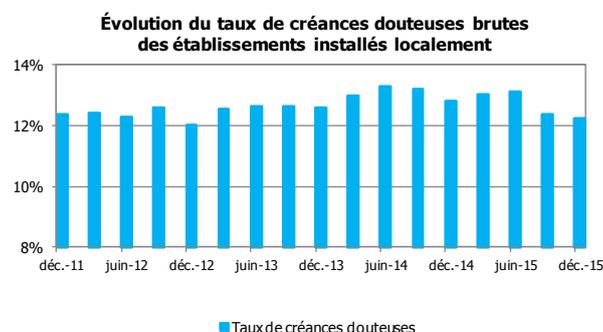
### Maintien de la croissance des crédits aux collectivités locales

L'encours sain des crédits aux collectivités locales continue d'augmenter (+2,3 % sur l'année, après +6,5 % en juin 2015), en lien notamment avec la mise en place d'un crédit pour financer le programme d'investissement du Pays. L'encours atteint ainsi 13,7 milliards de F CFP à fin décembre 2015.

### Une sinistralité en légère baisse

La qualité du portefeuille de créances des banques de la place s'améliore à fin décembre 2015, à la suite notamment d'une importante cession de créances douteuses à une entité spécialisée opérée par un établissement bancaire. L'encours des créances douteuses brutes diminue ainsi de 6,1 % sur l'année, à 58 milliards de F CFP. Le taux de créances douteuses recule de 0,6 point sur l'année, pour s'établir à 12,2 %.

Les provisions sur créances douteuses observent également un repli, d'une moindre amplitude (-4,9 % sur l'année). Le taux de provisionnement augmente en conséquence de 0,8 point sur un an, à 61,8 %.

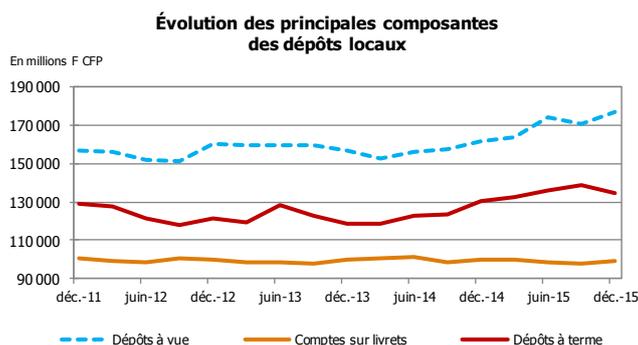


### Des actifs financiers au plus haut

L'encours des dépôts collectés par le système bancaire local connaît une nouvelle hausse de 4,9 % en glissement annuel (après +7,4 % en juin 2015), pour atteindre un niveau plafond de près de 432 milliards de F CFP.

La collecte nette des dépôts à vue progresse sensiblement (+9,6 % en glissement annuel, après +11,2 % en juin 2015). Cette évolution favorable est perceptible pour tous les agents économiques, notamment pour les entreprises (+14,5 %, au détriment des placements indexés sur les taux de marché).

En parallèle, les dépôts à terme poursuivent leur croissance mais à un rythme moins soutenu (+3,0 % en glissement annuel, après +10,9 % en juin 2015), en dépit de la faiblesse des rémunérations servies. L'augmentation des encours est notable pour la catégorie des autres agents (+63,5 %) à la faveur de transferts de fonds d'un important agent institutionnel.



### Léger retrait des autres placements auprès du système bancaire local

Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement affichent un repli de 1,2 % en glissement annuel, après un an et demi de croissance (et un pic de 87 milliards de F CFP au cours du premier semestre 2015).

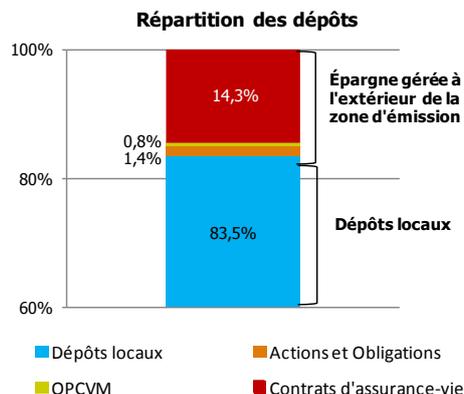
L'encours des contrats d'assurance-vie, qui constituent le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, demeure stable à 73,9 milliards de F CFP à fin décembre 2015. En revanche, l'encours des autres produits d'épargne se contracte : le recul est notamment sensible pour les OPCVM monétaires (-38,6 %) et non monétaires (-10,5 %).

Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques progresse de 3,9 % en glissement annuel à fin décembre 2015 (après +6,4 % en juin) pour s'établir à 517,0 milliards de F CFP, soit son plus haut niveau depuis sept ans.

Les bons résultats de la collecte auprès des ménages se poursuivent (+1,8 % sur l'année, après 2,7 % en juin 2015), portés par la hausse notable des dépôts à vue (+4,8 %), des dépôts à terme (+3,7 %) et des plans d'épargne logement (+10,9 %). Sur les deux dernières années, la progression soutenue des avoirs des particuliers (+5,2 % entre décembre 2013 et décembre 2015, soit + 18 milliards de F CFP) laisse entrevoir un changement dans le comportement des ménages polynésiens vis-à-vis de leur consommation et de leur épargne (comportement de précaution).

Les entreprises enregistrent une progression ralentie de leurs avoirs (+2,6 % sur l'année, après 11,4 % en juin 2015). L'augmentation sensible des dépôts à vue (+14,5 %) est compensée partiellement par le retrait conséquent des dépôts à terme (-12,4 %).

Les actifs financiers des autres agents maintiennent une croissance soutenue (+30,1 % sur l'année, après +30,8 % en juin 2015), notamment perceptible au niveau des dépôts à terme (+63,5 %) et, dans une moindre mesure, des dépôts à vue (+12,5 %).

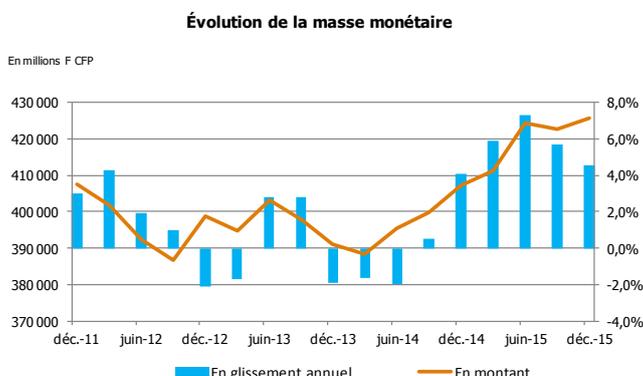


## Amélioration du solde emplois-ressources des banques

### Croissance de la masse monétaire

La masse monétaire M3 poursuit sa croissance à fin décembre 2015 (+4,6 % en glissement annuel, après +7,3 % en juin 2015), pour s'élever à 426 milliards de F CFP.

Cette évolution favorable est imputable à la hausse des dépôts à vue (+9,6 % en glissement annuel) et des dépôts à terme (+3,0 %). En revanche, les comptes sur livrets reculent de 0,8 %. Par ailleurs, la circulation fiduciaire s'inscrit également en hausse de 2,1 % sur l'année.

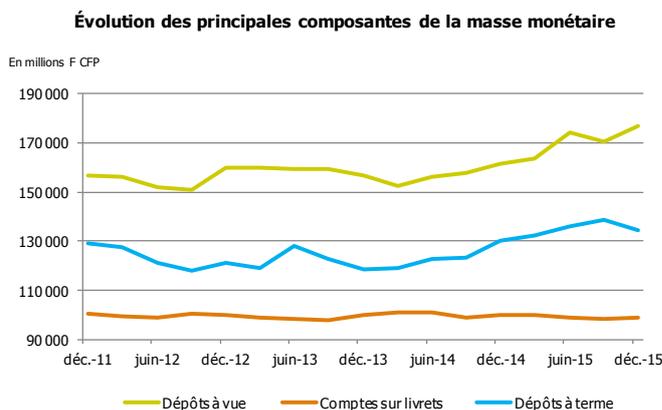
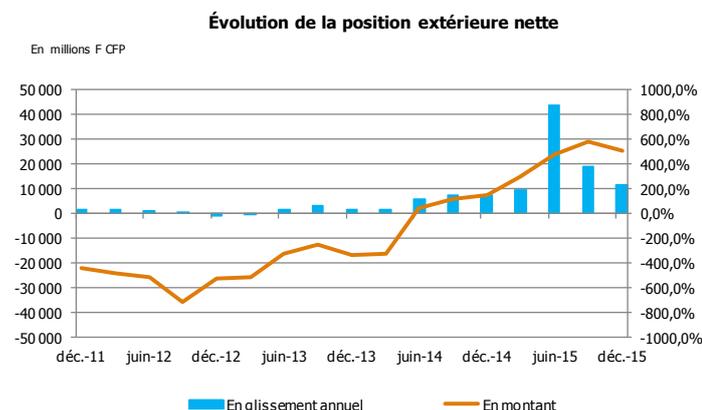


### Amélioration de la position extérieure nette

À fin décembre 2015, les ressources des établissements de crédit locaux atteignent 526 milliards de F CFP, en hausse de 3,8 % en glissement annuel (+7,0 % en juin 2015). Essentiellement issues des dépôts collectés sur la place (80 % du total), elles sont complétées par les ressources propres des banques.

Le repli des crédits bruts (-1,6 % sur l'année) et l'augmentation des dépôts collectés (+5,3 %) se traduisent par une amélioration du solde emplois-ressources clientèle des banques locales à fin décembre 2015 (-54,3 milliards de F CFP, après -66,1 milliards de F CFP à fin juin et -83,0 milliards de F CFP en décembre 2014).

Structurellement déficitaire jusqu'en mars 2014, la position extérieure nette (différence entre les avoirs des établissements de crédit locaux et leurs engagements situés hors de la zone d'émission) redevient positive, marquant une nette amélioration après les cinq années de crise traversées par la Polynésie française. Ainsi, elle s'établit à +25,3 milliards de F CFP à fin décembre 2015, contre +7,5 milliards de F CFP un an auparavant. Ce niveau s'explique en partie par les meilleures performances dans la collecte des dépôts. Il souligne toutefois que le marché du crédit ne retrouve pas encore une activité suffisamment soutenue.



# ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

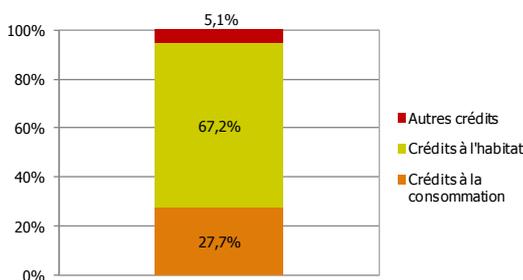
Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent également à des financements auprès d'établissements situés hors du territoire.

La part de marché des établissements de crédit non installés localement représente 22,5 % des crédits accordés (+0,5 point sur l'année). Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 85 % de leurs crédits, tandis qu'ils interviennent à hauteur de 13 % auprès des ménages (essentiellement sur les crédits à l'habitat) et de 3 % auprès des entreprises (6,5 % sur le segment des crédits d'investissements).

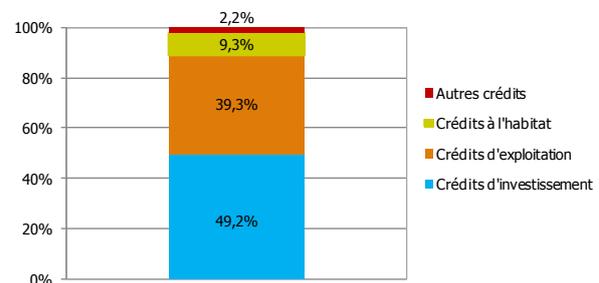
À fin décembre 2015, l'encours brut global des crédits accordés aux agents économiques locaux atteint 595 milliards de F CFP, en recul de 1,0 % sur l'année (après +1,5 % en juin 2015).

Le recul de l'encours sain des crédits (-0,5 % en glissement annuel) est imputable aux entreprises (-4,2 %), et dans une moindre mesure, aux collectivités locales (-1,0 %), alors que les ménages enregistrent une hausse de leur encours de crédit (+1,3 %).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



## MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	15 359	15 527	14 399	13 965	13 269	13 635	13 754	14 262	4,6%	2,1%
<i>Billets</i>	<i>13 267</i>	<i>13 378</i>	<i>12 193</i>	<i>11 722</i>	<i>11 041</i>	<i>11 397</i>	<i>11 517</i>	<i>11 980</i>	5,1%	2,2%
<i>Pièces</i>	<i>2 092</i>	<i>2 149</i>	<i>2 206</i>	<i>2 243</i>	<i>2 227</i>	<i>2 237</i>	<i>2 237</i>	<i>2 282</i>	2,0%	1,7%
Dépôts à vue	156 507	159 874	156 490	161 182	163 568	173 919	170 364	176 658	1,6%	9,6%
<b>TOTAL M1</b>	<b>171 866</b>	<b>175 401</b>	<b>170 889</b>	<b>175 147</b>	<b>176 837</b>	<b>187 554</b>	<b>184 118</b>	<b>190 920</b>	<b>1,8%</b>	<b>9,0%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>100 998</b>	<b>100 114</b>	<b>100 255</b>	<b>100 270</b>	<b>100 426</b>	<b>99 283</b>	<b>98 514</b>	<b>99 524</b>	<b>0,2%</b>	<b>-0,7%</b>
Comptes sur livrets	100 684	99 758	99 845	99 883	100 034	98 882	98 127	99 132	0,3%	-0,8%
Comptes épargne logement	314	357	410	387	392	402	387	391	-2,5%	1,3%
<b>TOTAL M2</b>	<b>272 864</b>	<b>275 516</b>	<b>271 144</b>	<b>275 417</b>	<b>277 263</b>	<b>286 837</b>	<b>282 633</b>	<b>290 444</b>	<b>1,3%</b>	<b>5,5%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>134 571</b>	<b>123 244</b>	<b>119 961</b>	<b>131 724</b>	<b>133 835</b>	<b>137 361</b>	<b>140 078</b>	<b>135 281</b>	<b>-1,5%</b>	<b>2,7%</b>
Dépôts à terme	129 117	121 170	118 304	130 295	132 413	136 011	138 838	134 232	-1,3%	3,0%
Titres de créance négociables	3 200	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	2 254	2 073	1 656	1 429	1 422	1 349	1 240	1 049	-22,3%	-26,6%
<b>TOTAL M3</b>	<b>407 435</b>	<b>398 759</b>	<b>391 105</b>	<b>407 141</b>	<b>411 098</b>	<b>424 198</b>	<b>422 710</b>	<b>425 724</b>	<b>0,4%</b>	<b>4,6%</b>
<b>P1</b>	<b>15 195</b>	<b>16 450</b>	<b>17 578</b>	<b>18 425</b>	<b>19 317</b>	<b>19 584</b>	<b>20 049</b>	<b>20 432</b>	<b>4,3%</b>	<b>10,9%</b>
Plans d'épargne logement	15 195	16 450	17 578	18 425	19 317	19 584	20 049	20 432	4,3%	10,9%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>M3+P1</b>	<b>422 630</b>	<b>415 209</b>	<b>408 682</b>	<b>425 565</b>	<b>430 415</b>	<b>443 782</b>	<b>442 760</b>	<b>446 156</b>	<b>0,5%</b>	<b>4,8%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	1 sem	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>127 653</b>	<b>123 282</b>	<b>132 228</b>	<b>142 764</b>	<b>146 904</b>	<b>158 086</b>	<b>162 500</b>	<b>145 621</b>	<b>-7,9%</b>	<b>2,0%</b>
Institut d'émission	32 798	46 172	47 080	44 593	42 948	47 729	47 729	39 466	-17,3%	-11,5%
Etablissements de crédit	94 855	77 109	85 148	98 170	103 956	110 357	114 771	106 155	-3,8%	8,1%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>5 366</b>	<b>5 245</b>	<b>5 259</b>	<b>5 616</b>	<b>5 394</b>	<b>5 502</b>	<b>5 262</b>	<b>5 434</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-3,2%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>274 415</b>	<b>270 232</b>	<b>253 618</b>	<b>258 761</b>	<b>258 801</b>	<b>260 610</b>	<b>254 949</b>	<b>274 669</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,1%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	484 665	482 009	482 798	481 096	484 809	484 249	474 559	473 600	-2,2%	-1,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	210 250	211 776	229 180	222 335	226 008	223 640	219 610	198 931	-11,0%	-10,5%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>42 355</i>	<i>44 428</i>	<i>46 003</i>	<i>49 484</i>	<i>49 452</i>	<i>51 397</i>	<i>51 251</i>	<i>49 080</i>	-4,5%	-0,8%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>28 882</i>	<i>31 185</i>	<i>35 970</i>	<i>37 751</i>	<i>38 527</i>	<i>38 735</i>	<i>35 160</i>	<i>35 862</i>	-7,4%	-5,0%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>117 117</i>	<i>103 146</i>	<i>101 962</i>	<i>90 629</i>	<i>89 142</i>	<i>86 590</i>	<i>85 551</i>	<i>80 817</i>	-6,7%	-10,8%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>15 195</i>	<i>16 450</i>	<i>17 578</i>	<i>18 425</i>	<i>19 317</i>	<i>19 584</i>	<i>20 049</i>	<i>20 432</i>	4,3%	10,9%
<i>Divers</i>	<i>6 701</i>	<i>16 568</i>	<i>27 667</i>	<i>26 048</i>	<i>29 570</i>	<i>27 332</i>	<i>27 599</i>	<i>12 741</i>	-53,4%	-51,1%
<b>Total M3</b>	<b>407 435</b>	<b>398 759</b>	<b>391 105</b>	<b>407 141</b>	<b>411 098</b>	<b>424 198</b>	<b>422 710</b>	<b>425 724</b>	<b>0,4%</b>	<b>4,6%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-22 262</b>	<b>-26 037</b>	<b>-16 814</b>	<b>7 542</b>	<b>14 814</b>	<b>23 766</b>	<b>29 219</b>	<b>25 338</b>	<b>6,6%</b>	<b>236,0%</b>

### Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	1 sem	1 an
<b>Emplois</b>	<b>504 095</b>	<b>505 048</b>	<b>497 111</b>	<b>506 907</b>	<b>517 673</b>	<b>529 332</b>	<b>527 926</b>	<b>525 983</b>	<b>-0,6%</b>	<b>3,8%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	484 665	482 009	482 798	481 096	484 809	484 249	474 559	473 600	-2,2%	-1,6%
Réserves obligatoires et libres	19 430	23 039	14 313	18 268	18 050	21 317	24 147	27 044	26,9%	48,0%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	7 542	14 814	23 766	29 219	25 338	6,6%	236,0%
<b>Ressources</b>	<b>504 095</b>	<b>505 048</b>	<b>497 111</b>	<b>506 907</b>	<b>517 673</b>	<b>529 332</b>	<b>527 926</b>	<b>525 983</b>	<b>-0,6%</b>	<b>3,8%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	396 019	387 782	381 208	398 067	404 781	418 148	418 108	419 309	0,3%	5,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	71 237	75 613	81 855	87 234	87 979	90 133	86 411	84 941	-5,8%	-2,6%
Excédent des opérations diverses des EC	12 171	11 548	13 255	18 649	21 124	17 568	19 773	17 954	2,2%	-3,7%
Réescompte	2 406	4 068	3 978	2 956	3 788	3 483	3 634	3 778	8,5%	27,8%
Position extérieure nette des EC (si négative)	22 262	26 037	16 814	0	0	0	0	0		
<b>Solde Emplois-Ressources Clientèle</b>	<b>88 646</b>	<b>94 226</b>	<b>101 590</b>	<b>83 029</b>	<b>80 027</b>	<b>66 101</b>	<b>56 451</b>	<b>54 291</b>	<b>-17,9%</b>	<b>-34,6%</b>

## Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>107 996,3</b>	<b>108 044,9</b>	<b>103 686,3</b>	<b>113 340,0</b>	<b>114 655,7</b>	<b>119 825,4</b>	<b>114 782,2</b>	<b>116 290,8</b>	<b>-2,9%</b>	<b>2,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>67 371,8</b>	<b>64 120,6</b>	<b>66 522,0</b>	<b>64 568,6</b>	<b>64 582,3</b>	<b>71 346,5</b>	<b>68 793,9</b>	<b>73 914,9</b>	<b>3,6%</b>	<b>14,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>40 272,9</b>	<b>43 385,3</b>	<b>36 601,0</b>	<b>48 273,6</b>	<b>49 544,7</b>	<b>48 042,2</b>	<b>45 528,1</b>	<b>41 903,9</b>	<b>-12,8%</b>	<b>-13,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	40 272,9	43 385,3	36 601,0	48 273,6	49 544,7	48 038,2	45 528,1	41 903,9	-12,8%	-13,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>35 977,2</i>	<i>42 091,6</i>	<i>35 514,8</i>	<i>47 364,0</i>	<i>48 631,5</i>	<i>47 366,0</i>	<i>44 920,0</i>	<i>41 513,4</i>	<i>-12,4%</i>	<i>-12,4%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>365,2</i>	<i>626,7</i>	<i>545,6</i>	<i>369,0</i>	<i>374,6</i>	<i>138,1</i>	<i>120,3</i>	<i>120,3</i>	<i>-12,9%</i>	<i>-67,4%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>3 200,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s.</i>	<i>n.s.</i>						
<b>Épargne à long terme</b>	<b>351,7</b>	<b>539,0</b>	<b>563,3</b>	<b>497,7</b>	<b>528,8</b>	<b>436,6</b>	<b>460,1</b>	<b>472,0</b>	<b>8,1%</b>	<b>-5,2%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>163,1</i>	<i>399,0</i>	<i>342,8</i>	<i>290,3</i>	<i>323,0</i>	<i>291,5</i>	<i>321,8</i>	<i>318,7</i>	<i>9,3%</i>	<i>9,8%</i>
<b>Ménages</b>	<b>332 492,6</b>	<b>329 591,6</b>	<b>339 796,3</b>	<b>351 294,4</b>	<b>356 426,7</b>	<b>356 419,1</b>	<b>353 541,4</b>	<b>357 617,8</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>73 972,2</b>	<b>72 591,0</b>	<b>73 430,5</b>	<b>77 478,6</b>	<b>79 118,7</b>	<b>81 580,3</b>	<b>80 948,9</b>	<b>81 222,8</b>	<b>-0,4%</b>	<b>4,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>167 140,1</b>	<b>165 844,2</b>	<b>171 380,2</b>	<b>170 761,6</b>	<b>172 485,1</b>	<b>171 137,9</b>	<b>169 742,7</b>	<b>171 924,1</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	98 591,8	98 070,5	98 070,0	97 669,6	98 078,1	96 552,1	95 225,2	96 423,7	-0,1%	-1,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>98 277,6</i>	<i>97 713,7</i>	<i>97 660,0</i>	<i>97 283,2</i>	<i>97 686,6</i>	<i>96 150,5</i>	<i>94 838,2</i>	<i>96 032,4</i>	<i>-0,1%</i>	<i>-1,3%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>314,2</i>	<i>356,8</i>	<i>410,0</i>	<i>386,4</i>	<i>391,5</i>	<i>401,6</i>	<i>387,0</i>	<i>391,4</i>	<i>-2,5%</i>	<i>1,3%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	68 548,3	67 773,7	73 310,2	73 092,0	74 407,0	74 585,8	74 517,5	75 500,3	1,2%	3,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>65 317,4</i>	<i>65 415,7</i>	<i>71 511,5</i>	<i>71 650,1</i>	<i>72 957,4</i>	<i>73 246,8</i>	<i>73 317,4</i>	<i>74 277,0</i>	<i>1,4%</i>	<i>3,7%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>1 517,0</i>	<i>1 403,9</i>	<i>1 113,3</i>	<i>885,5</i>	<i>880,6</i>	<i>812,5</i>	<i>750,0</i>	<i>775,9</i>	<i>-4,5%</i>	<i>-12,4%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 714,0</i>	<i>954,1</i>	<i>685,4</i>	<i>556,4</i>	<i>569,0</i>	<i>526,5</i>	<i>450,1</i>	<i>447,5</i>	<i>-15,0%</i>	<i>-19,6%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>91 380,3</b>	<b>91 156,4</b>	<b>94 985,6</b>	<b>103 054,2</b>	<b>104 822,9</b>	<b>103 700,9</b>	<b>102 849,8</b>	<b>104 470,8</b>	<b>0,7%</b>	<b>1,4%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>15 171,6</i>	<i>16 428,3</i>	<i>17 553,9</i>	<i>18 400,2</i>	<i>19 291,7</i>	<i>19 558,7</i>	<i>20 024,2</i>	<i>20 406,7</i>	<i>4,3%</i>	<i>10,9%</i>
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>5 283,7</i>	<i>6 161,7</i>	<i>6 680,2</i>	<i>7 339,6</i>	<i>8 241,8</i>	<i>7 512,2</i>	<i>7 246,4</i>	<i>7 190,1</i>	<i>-4,3%</i>	<i>-2,0%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>5 057,9</i>	<i>4 324,7</i>	<i>4 092,3</i>	<i>3 427,7</i>	<i>3 628,0</i>	<i>3 332,0</i>	<i>3 048,7</i>	<i>3 008,2</i>	<i>-9,7%</i>	<i>-12,2%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>65 867,1</i>	<i>64 241,7</i>	<i>66 659,4</i>	<i>73 886,7</i>	<i>73 661,4</i>	<i>73 298,1</i>	<i>72 530,4</i>	<i>73 865,8</i>	<i>0,8%</i>	<i>0,0%</i>
<b>Autres agents</b>	<b>45 993,8</b>	<b>39 009,7</b>	<b>30 142,0</b>	<b>33 136,5</b>	<b>33 172,1</b>	<b>39 159,8</b>	<b>44 551,4</b>	<b>43 103,2</b>	<b>10,1%</b>	<b>30,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>15 163,0</b>	<b>23 162,2</b>	<b>16 537,7</b>	<b>19 134,9</b>	<b>19 867,4</b>	<b>20 992,4</b>	<b>20 621,2</b>	<b>21 520,1</b>	<b>2,5%</b>	<b>12,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>30 639,0</b>	<b>15 744,3</b>	<b>13 494,8</b>	<b>13 898,9</b>	<b>13 189,7</b>	<b>18 138,1</b>	<b>23 901,4</b>	<b>21 554,1</b>	<b>18,8%</b>	<b>55,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 406,2	2 044,0	2 185,2	2 600,1	2 348,0	2 727,2	3 289,1	3 100,1	13,7%	19,2%
Placements indexés sur les taux de marché	28 232,9	13 700,3	11 309,6	11 298,7	10 841,6	15 410,8	20 612,3	18 454,0	19,7%	63,3%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>27 822,5</i>	<i>13 662,8</i>	<i>11 278,2</i>	<i>11 281,4</i>	<i>10 824,3</i>	<i>15 398,6</i>	<i>20 600,1</i>	<i>18 441,8</i>	<i>19,8%</i>	<i>63,5%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>191,7</b>	<b>103,1</b>	<b>109,5</b>	<b>102,7</b>	<b>115,0</b>	<b>29,4</b>	<b>28,8</b>	<b>29,0</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-71,8%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>486 482,6</b>	<b>476 646,1</b>	<b>477 794,3</b>	<b>497 770,8</b>	<b>504 254,5</b>	<b>515 404,3</b>	<b>512 875,0</b>	<b>517 011,7</b>	<b>0,3%</b>	<b>3,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>156 507,0</b>	<b>159 873,8</b>	<b>159 245,4</b>	<b>161 182,1</b>	<b>163 568,4</b>	<b>173 919,2</b>	<b>170 364,0</b>	<b>176 657,9</b>	<b>1,6%</b>	<b>9,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>238 052,0</b>	<b>224 973,8</b>	<b>224 413,7</b>	<b>232 934,1</b>	<b>235 219,5</b>	<b>237 318,2</b>	<b>239 172,3</b>	<b>235 382,1</b>	<b>-0,8%</b>	<b>1,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	100 997,9	100 114,4	98 459,7	100 269,7	100 426,2	99 283,4	98 514,3	99 523,8	0,2%	-0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	137 054,1	124 859,4	125 954,0	132 664,3	134 793,3	138 034,8	140 658,0	135 858,3	-1,6%	2,4%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>91 923,7</b>	<b>91 798,5</b>	<b>94 135,2</b>	<b>103 654,7</b>	<b>105 466,6</b>	<b>104 166,9</b>	<b>103 338,7</b>	<b>104 971,7</b>	<b>0,8%</b>	<b>1,3%</b>

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>407 270,6</b>	<b>399 681,5</b>	<b>394 283,9</b>	<b>411 600,7</b>	<b>417 146,4</b>	<b>430 147,1</b>	<b>429 005,6</b>	<b>431 894,4</b>	<b>0,4%</b>	<b>4,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>156 507,0</b>	<b>159 873,8</b>	<b>156 490,2</b>	<b>161 182,1</b>	<b>163 568,4</b>	<b>173 919,2</b>	<b>170 364,0</b>	<b>176 657,9</b>	<b>1,6%</b>	<b>9,6%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>116 192,7</b>	<b>116 564,1</b>	<b>117 832,8</b>	<b>118 694,5</b>	<b>119 743,1</b>	<b>118 867,3</b>	<b>118 563,6</b>	<b>119 955,7</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,1%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>100 683,7</i>	<i>99 757,6</i>	<i>99 845,2</i>	<i>99 883,2</i>	<i>100 034,4</i>	<i>98 881,7</i>	<i>98 127,2</i>	<i>99 132,3</i>	<i>0,3%</i>	<i>-0,8%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>314,2</i>	<i>356,8</i>	<i>410,0</i>	<i>386,6</i>	<i>391,7</i>	<i>401,7</i>	<i>387,1</i>	<i>391,5</i>	<i>-2,5%</i>	<i>1,3%</i>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>15 194,8</i>	<i>16 449,6</i>	<i>17 577,6</i>	<i>18 424,8</i>	<i>19 316,9</i>	<i>19 584,0</i>	<i>20 049,3</i>	<i>20 431,9</i>	<i>4,3%</i>	<i>10,9%</i>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>129 117,0</b>	<b>121 170,1</b>	<b>118 304,5</b>	<b>130 295,5</b>	<b>132 413,3</b>	<b>136 011,4</b>	<b>138 837,6</b>	<b>134 232,2</b>	<b>-1,3%</b>	<b>3,0%</b>
<b>Bons de caisse</b>	<b>2 253,9</b>	<b>2 073,4</b>	<b>1 656,4</b>	<b>1 428,6</b>	<b>1 421,7</b>	<b>1 349,2</b>	<b>1 240,3</b>	<b>1 048,6</b>	<b>-22,3%</b>	<b>-26,6%</b>
<b>Titres de créances négociables</b>	<b>3 200,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s.</b>	<b>n.s.</b>						
<b>Épargne hors zone d'émission</b>	<b>79 212,0</b>	<b>76 964,7</b>	<b>79 340,8</b>	<b>86 170,1</b>	<b>87 108,1</b>	<b>85 257,2</b>	<b>83 869,5</b>	<b>85 117,3</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-1,2%</b>
<i>dont actions</i>	<i>2 454,5</i>	<i>2 316,4</i>	<i>2 908,9</i>	<i>2 753,7</i>	<i>2 972,6</i>	<i>2 698,1</i>	<i>2 506,7</i>	<i>2 602,0</i>	<i>-3,6%</i>	<i>-5,5%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>3 159,3</i>	<i>4 055,0</i>	<i>4 066,3</i>	<i>4 871,4</i>	<i>5 564,6</i>	<i>4 963,1</i>	<i>4 881,6</i>	<i>4 745,1</i>	<i>-4,4%</i>	<i>-2,6%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 483,2</i>	<i>1 615,8</i>	<i>1 259,9</i>	<i>940,2</i>	<i>958,4</i>	<i>674,2</i>	<i>580,1</i>	<i>577,4</i>	<i>-14,4%</i>	<i>-38,6%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>5 247,9</i>	<i>4 735,7</i>	<i>4 446,3</i>	<i>3 718,1</i>	<i>3 951,2</i>	<i>3 623,6</i>	<i>3 370,6</i>	<i>3 327,0</i>	<i>-8,2%</i>	<i>-10,5%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>65 867,1</i>	<i>64 241,7</i>	<i>66 659,4</i>	<i>73 886,7</i>	<i>73 661,4</i>	<i>73 298,1</i>	<i>72 530,4</i>	<i>73 865,8</i>	<i>0,8%</i>	<i>0,0%</i>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>486 482,6</b>	<b>476 646,1</b>	<b>473 624,7</b>	<b>497 770,8</b>	<b>504 254,5</b>	<b>515 404,3</b>	<b>512 875,0</b>	<b>517 011,7</b>	<b>0,3%</b>	<b>3,9%</b>

## Les concours des établissements locaux

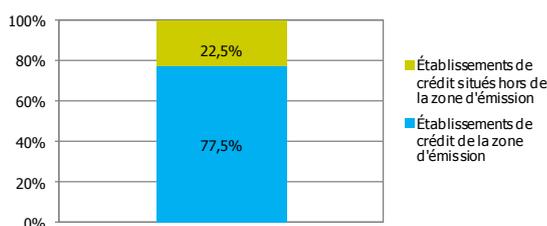
	En millions de F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	87 545,0	81 236,3	73 044,3	65 106,0	69 067,9	66 970,0	60 555,8	58 812,9	-12,2%	-9,7%
<i>Créances commerciales</i>	2 898,2	2 608,1	1 756,5	1 916,4	1 878,5	2 298,9	2 081,5	2 094,3	-8,9%	9,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	46 751,1	40 199,7	37 173,7	30 375,3	33 805,3	32 522,4	29 241,0	28 846,6	-11,3%	-5,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 069,9	3 592,7	3 587,2	3 308,5	2 997,2	2 986,9	3 286,6	2 909,6	-2,6%	-12,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	37 895,7	38 428,5	34 114,2	32 814,4	33 384,0	32 148,8	29 233,3	27 872,0	-13,3%	-15,1%
Crédits d'investissement	56 665,8	59 987,5	65 332,5	67 498,0	67 542,9	68 471,1	67 373,9	69 252,1	1,1%	2,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	55 800,2	59 045,7	64 348,6	66 257,9	66 327,8	67 254,0	66 170,2	67 875,3	0,9%	2,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 852,7	4 540,4	4 402,0	4 574,4	4 791,5	4 696,7	4 508,8	4 716,8	0,4%	3,1%
<i>Crédit-bail</i>	865,6	941,8	983,9	1 240,1	1 215,1	1 217,1	1 203,7	1 376,8	13,1%	11,0%
Crédits à l'habitat	17 691,3	17 029,7	14 846,1	14 304,7	14 462,2	14 018,9	13 831,0	13 910,7	-0,8%	-2,8%
Autres crédits	9 427,8	8 801,5	5 579,7	5 091,3	4 977,6	4 796,7	4 671,5	3 258,5	-32,1%	-36,0%
<b>Encours sain</b>	<b>171 329,9</b>	<b>167 055,0</b>	<b>158 802,7</b>	<b>152 000,0</b>	<b>156 050,5</b>	<b>154 256,7</b>	<b>146 432,2</b>	<b>145 234,1</b>	<b>-5,8%</b>	<b>-4,5%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	86 341,3	83 858,7	82 228,6	76 673,2	73 577,0	72 026,7	71 755,3	71 209,5	-1,1%	-7,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	80 447,5	78 729,3	77 340,8	72 090,7	69 109,2	67 724,2	67 440,0	67 082,9	-0,9%	-6,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 926,6	3 333,1	3 261,6	3 043,1	2 940,1	2 848,6	2 791,8	2 735,3	-4,0%	-10,1%
<i>Crédit-bail</i>	1 967,2	1 796,3	1 626,2	1 539,3	1 527,7	1 453,9	1 523,5	1 391,3	-4,3%	-9,6%
Crédits à l'habitat	142 474,1	146 335,4	149 151,3	153 981,6	153 916,7	155 307,4	156 137,5	158 309,0	1,9%	2,8%
Autres crédits	6 717,6	6 910,0	8 130,9	11 991,8	12 614,7	13 285,5	13 717,2	14 032,1	5,6%	17,0%
<b>Encours sain</b>	<b>235 533,0</b>	<b>237 104,2</b>	<b>239 510,7</b>	<b>242 646,5</b>	<b>240 108,4</b>	<b>240 619,6</b>	<b>241 610,0</b>	<b>243 550,6</b>	<b>1,2%</b>	<b>0,4%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	646,6	1 715,6	5 079,8	4 966,4	5 016,5	5 222,8	7 120,8	6 118,8	17,2%	23,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	594,4	1 715,6	5 079,8	4 963,6	5 016,5	5 222,8	5 121,0	6 115,9	17,1%	23,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	52,2	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	1 999,8	2,9	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	8 088,1	7 262,3	6 564,7	7 908,5	8 062,3	7 942,3	7 405,2	7 124,7	-10,3%	-9,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	8 088,1	7 262,3	6 564,7	7 903,7	8 057,8	7 938,1	7 401,0	7 116,8	-10,3%	-10,0%
<i>Crédit-bail</i>				4,7	4,5	4,2	4,3	7,9	89,6%	n.s.
Crédits à l'habitat	340,9	308,0	281,2	254,4	253,1	241,5	240,2	228,7	-5,3%	-10,1%
Autres crédits	219,8	386,7	346,2	309,8	282,6	282,6	278,4	278,4	-1,5%	-10,1%
<b>Encours sain</b>	<b>9 295,4</b>	<b>9 672,6</b>	<b>12 271,9</b>	<b>13 439,1</b>	<b>13 614,5</b>	<b>13 689,3</b>	<b>15 044,7</b>	<b>13 750,5</b>	<b>0,4%</b>	<b>2,3%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>8 947,3</b>	<b>10 130,1</b>	<b>11 406,9</b>	<b>11 684,8</b>	<b>12 274,3</b>	<b>12 681,4</b>	<b>12 667,3</b>	<b>13 088,0</b>	<b>3,2%</b>	<b>12,0%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>425 105,5</b>	<b>423 961,8</b>	<b>421 992,2</b>	<b>419 770,4</b>	<b>422 047,7</b>	<b>421 247,0</b>	<b>415 754,2</b>	<b>415 623,2</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-1,0%</b>
Créances douteuses brutes	60 034,5	58 063,6	60 849,5	61 771,0	63 285,8	63 493,1	58 818,3	58 010,7	-8,6%	-6,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	31 152,1	26 527,3	24 879,3	24 073,7	24 758,5	24 757,6	23 658,8	22 148,9	-10,5%	-8,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	23 647,4	19 749,4	17 367,0	16 242,5	16 346,7	16 241,3	16 039,1	16 179,6	-0,4%	-0,4%
<i>(dt) Ménages</i>	7 460,6	6 742,5	7 425,2	6 879,3	7 361,7	7 534,5	7 592,1	5 900,6	-21,7%	-14,2%
<i>Provisions</i>	28 882,4	31 536,3	35 970,1	37 697,4	38 527,4	38 735,5	35 159,6	35 861,8	-7,4%	-4,9%
<b>Encours brut total</b>	<b>485 140,0</b>	<b>482 025,5</b>	<b>482 841,7</b>	<b>481 541,4</b>	<b>485 333,6</b>	<b>484 740,1</b>	<b>474 572,6</b>	<b>473 634,0</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-1,6%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	12,4%	12,0%	12,6%	12,8%	13,0%	13,1%	12,4%	12,2%	-0,9 pt	-0,6 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	48,1%	54,3%	59,1%	61,0%	60,9%	61,0%	59,8%	61,8%	0,8 pt	0,8 pt

# Les crédits à l'économie

## Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	88 669,4	81 559,2	73 439,8	65 433,8	69 375,1	67 261,2	60 841,1	59 151,3	-12,1%	-9,6%
<i>Créances commerciales</i>	2 995,3	2 727,2	1 879,3	2 023,2	1 980,2	2 397,8	2 177,2	2 163,1	-9,8%	6,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	46 751,4	40 199,9	37 173,9	30 375,6	33 806,0	32 522,8	29 241,5	28 929,9	-11,0%	-4,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 069,9	3 592,7	3 587,2	3 308,5	2 997,2	2 986,9	3 286,6	2 909,6	-2,6%	-12,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	38 922,7	38 632,1	34 386,6	33 035,0	33 588,9	32 340,6	29 422,4	28 058,3	-13,2%	-15,1%
Crédits d'investissement	66 117,5	68 693,2	70 016,2	72 040,0	72 218,3	73 455,8	72 292,3	74 035,7	0,8%	2,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	64 973,8	67 501,3	68 799,5	70 585,2	70 784,6	72 029,7	70 884,8	72 460,3	0,6%	2,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 906,5	4 540,4	4 402,0	4 574,4	4 791,5	4 696,7	4 508,8	4 716,8	0,4%	3,1%
<i>Crédit-bail</i>	1 143,7	1 191,9	1 216,7	1 454,8	1 433,7	1 426,1	1 407,6	1 575,4	10,5%	8,3%
Crédits à l'habitat	17 711,1	17 886,9	15 692,2	14 316,3	14 473,5	14 018,9	13 831,0	13 910,7	-0,8%	-2,8%
Autres crédits	9 427,8	8 801,5	5 579,7	5 091,3	4 977,6	4 796,7	4 671,5	3 258,5	-32,1%	-36,0%
<b>Encours sain</b>	<b>181 925,8</b>	<b>176 940,8</b>	<b>164 727,9</b>	<b>156 881,4</b>	<b>161 044,5</b>	<b>159 532,6</b>	<b>151 636,0</b>	<b>150 356,1</b>	<b>-5,8%</b>	<b>-4,2%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	91 983,6	89 678,4	88 344,9	83 152,3	79 968,9	78 480,1	78 390,4	77 765,4	-0,9%	-6,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	86 088,6	84 549,0	83 454,8	78 566,7	75 494,7	74 171,0	74 068,6	73 632,2	-0,7%	-6,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 926,6	3 333,1	3 261,6	3 043,1	2 940,1	2 848,8	2 791,8	2 735,4	-4,0%	-10,1%
<i>Crédit-bail</i>	1 968,4	1 796,3	1 628,5	1 542,4	1 534,1	1 460,4	1 529,9	1 397,7	-4,3%	-9,4%
Crédits à l'habitat	171 789,7	175 465,6	178 083,0	181 820,6	181 690,9	183 193,9	184 397,1	188 554,9	2,9%	3,7%
Autres crédits	6 717,6	6 941,6	8 375,8	12 240,3	12 870,2	13 551,0	13 979,7	14 442,8	6,6%	18,0%
<b>Encours sain</b>	<b>270 491,0</b>	<b>272 085,6</b>	<b>274 803,6</b>	<b>277 213,3</b>	<b>274 530,1</b>	<b>275 225,0</b>	<b>276 767,1</b>	<b>280 763,1</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,3%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	4 226,6	1 715,6	5 079,8	4 966,4	5 016,5	5 222,8	7 120,8	6 118,8	17,2%	23,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	4 174,3	1 715,6	5 079,8	4 963,6	5 016,5	5 222,8	5 121,0	6 115,9	17,1%	23,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	52,2	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	1 999,8	2,9	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	92 103,0	89 583,8	85 013,3	86 330,5	85 523,0	87 370,2	85 478,0	84 454,3	-3,3%	-2,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	92 103,0	89 583,8	85 013,3	86 320,2	85 513,2	87 360,9	85 468,8	84 441,7	-3,3%	-2,2%
Crédits à l'habitat	1 263,5	1 135,3	1 010,8	883,6	882,2	819,5	818,2	754,7	-7,9%	-14,6%
Autres crédits	351,1	386,7	346,2	309,8	282,6	282,6	278,4	278,4	-1,5%	-10,1%
<b>Encours sain</b>	<b>97 944,2</b>	<b>92 821,4</b>	<b>91 450,1</b>	<b>92 490,3</b>	<b>91 704,4</b>	<b>93 695,2</b>	<b>93 695,4</b>	<b>91 606,2</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-1,0%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>9 135,3</b>	<b>10 311,6</b>	<b>11 570,4</b>	<b>11 834,7</b>	<b>12 648,2</b>	<b>12 837,6</b>	<b>13 074,6</b>	<b>13 234,2</b>	<b>3,1%</b>	<b>11,8%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>559 496,3</b>	<b>552 159,5</b>	<b>542 552,0</b>	<b>538 419,7</b>	<b>539 927,2</b>	<b>541 290,4</b>	<b>535 173,1</b>	<b>535 959,6</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-0,5%</b>
<i>dont ECHZE</i>	134 390,8	128 197,7	120 559,8	118 649,3	117 879,5	120 043,3	119 418,8	120 336,4	0,2%	1,4%
Créances douteuses brutes	62 455,9	59 132,0	61 572,0	62 531,0	64 053,7	64 248,8	59 587,1	58 904,3	-8,3%	-5,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	33 359,7	27 385,9	25 396,8	24 633,5	25 371,4	25 359,2	24 257,7	22 882,1	-9,8%	-7,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	24 915,8	20 188,4	17 409,6	16 244,6	16 381,5	16 275,8	16 039,7	16 180,2	-0,6%	-0,4%
<i>(dt) Ménages</i>	7 778,3	7 162,0	7 900,0	7 436,9	7 939,7	8 101,7	8 190,5	6 633,1	-18,1%	-10,8%
Provisions	29 096,2	31 746,2	36 175,3	37 897,6	38 682,3	38 889,6	35 329,4	36 022,2	-7,4%	-4,9%
<b>Encours brut total</b>	<b>621 952,2</b>	<b>611 291,5</b>	<b>604 124,1</b>	<b>600 950,7</b>	<b>603 980,9</b>	<b>605 539,2</b>	<b>594 760,2</b>	<b>594 863,8</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-1,0%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	10,0%	9,7%	10,2%	10,4%	10,6%	10,6%	10,0%	9,9%	-0,7 pt	-0,5 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	46,6%	53,7%	58,8%	60,6%	60,4%	60,5%	59,3%	61,2%	0,6 pt	0,5 pt

### Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN  
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : Avril 2016